



Les fédérations **FERC-CGT, FNEC-FP-FO, SUD Education** réunies le mercredi 5 mars 2014 appellent les salariés de leurs champs professionnels à participer massivement

Aux manifestations et à la grève le 18 mars prochain.

Les entreprises qui reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques sans aucune conditionnalité ni évaluation en matière d'emploi ou d'investissements refusent tout contrôle et tout engagement. Dans ce contexte, les annonces liées au « pacte de responsabilité » avec 50 milliards de nouveaux transferts de richesse en faveur des revenus du Capital dans un contexte d'austérité aggravée se traduiront par des reculs en matière de service public, de protection sociale solidaire, de salaire. Le blocage de la valeur du point d'indice et l'augmentation des prélèvements se traduisent par des pertes nettes de rémunération inacceptables.

Ces logiques vont à l'encontre des intérêts des salariés, elles ne permettront ni la relance de la production industrielle, de la recherche et de l'innovation, ni la satisfaction des besoins sociaux alors même que des millions de citoyens vivent dans une précarité sociale insupportable.

La fin des cotisations patronales pour la branche famille se traduira inéluctablement par une augmentation des prélèvements y compris par la fiscalité pour les salariés : c'est une nouvelle attaque au salaire socialisé élément fondateur de notre système de protection sociale.

Cette situation conduira également à une baisse des prestations et à une mise en péril de l'ensemble des activités sociales qui bénéficient aujourd'hui du financement de la CNAF. Le secteur associatif, l'économie sociale et solidaire sont à terme directement menacés.

La plupart des réformes qui concernent nos secteurs dans l'Education, la Formation professionnelle, l'Enseignement Supérieur ou la Recherche, ainsi que la Culture visent à se soumettre aux exigences des politiques d'austérité mises en place partout en Europe.

Il faut notamment l'abrogation des décrets sur les rythmes scolaires l'ouverture d'une véritable négociation pour une autre réforme, revenir sur les mesures de décentralisation

concernant la formation professionnelle et l'orientation, le retrait de la Loi Fioraso qui prolonge la LRU....Nous refusons la territorialisation de ces services publics qui remet en cause des statuts.

La MAP (modernisation de l'action publique) qui prolonge la RGPP (révision générale des politiques publiques), les transferts de compétence aux collectivités locales et le recul de l'Etat sont facteurs d'inégalités territoriales et sociales. Elles mettent à mal les conquêtes sociales des salariés et tournent le dos aux objectifs de solidarité que nous portons.

Ces politiques se traduisent dans le domaine de l'Education, la Recherche, la Culture ou la formation professionnelle par une dégradation de l'offre, et une incapacité à répondre à la demande sociale : des milliers de postes disparaissent dans le domaine de la Culture ou de la recherche, dans l'Education les postes recréés ne compensent pas la hausse démographique et ne sont pas à la hauteur des besoins de l'Ecole.

Cela suscite dans de nombreux secteurs des mobilisations qui doivent être poursuivies.

Les fédérations FERC-CGT, FNEC-FP-FO, SUD Education FAEN appellent les personnels à se réunir dès maintenant pour décider de leur participation à la grève et aux manifestations interprofessionnelles CGT, FO, FSU et Solidaires du 18 mars, aux suites qu'ils entendent donner à cette mobilisation, à définir collectivement sur les lieux de travail leurs revendications en matière d'emploi, de salaire et de traitement, de garanties statutaires, de développement et d'accès plus égalitaire aux services publics.

Ensemble nous disons :

**Non aux mesures d'austérité, Non au pacte de « responsabilité » du gouvernement
Non aux chantages du MEDEF !**

- ✓ Non à l'exonération des cotisations patronales pour la branche famille!
- ✓ Oui à la sécurité sociale solidaire financée par le salaire socialisé!

Ensemble nous revendiquons

- ✓ une augmentation générale des salaires et traitement, des pensions, des retraites et des minimas sociaux !
- ✓ Des investissements dans tous les secteurs pour des créations d'emplois dans le cadre des statuts et conventions collectives avec des qualifications reconnues !
- ✓ Une véritable politique de développement permettant un égal accès pour tous aux services publics !